

73.01.01 PCAE - Plan de modernisation des Elevages

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	PCAE - Plan de Modernisation des Elevages (PME)
Indicateurs de résultats associés	R.9 Modernisation des exploitations: <u>Nombre de bénéficiaires recevant une aide à l'investissement pour restructuration - modernisation</u>
Indicateurs de réalisation associés	O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations au titre du Feader
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Projets répondant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la construction et modernisation des outils et des installations de production : performances technico-économiques et environnementales des bâtiments, transformation numérique, amélioration des conditions de travail, des astreintes et de l'ergonomie des postes de travail ; - au bien-être animal et à la sécurité sanitaire ; - l'adaptation et atténuation au/du changement climatique : autonomie protéique et énergétique des rations, réduction des gaz à effet de serres, énergie renouvelable en autoconsommation ; - la réduction de l'impact des activités sur l'environnement, gestion des effluents ; - la diversification, la réorientation ou la reconversion sur l'exploitation ; - au renouvellement des générations. <p>Ce dispositif est destiné notamment aux productions animales suivantes : <u>b</u>Bovine, ovine, caprine, porcine, avicole, équine, asine, cunicole, héliicole, apicole et gibiers d'élevage. Les appels à projets préciseront la liste des espèces et des productions éligibles.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	Mai 2023
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Les porteurs de projets éligibles sont les exploitations agricoles qui rentrent dans l'une des trois catégories ci-dessous :</p> <p>1/ Agriculteur actif personne physique, assuré pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé <u>l'âge légal limite de la retraite à taux plein tel que défini dans le régime des salariés l'âge de 67 ans</u>, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.</p> <p>2/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA), remplissant les <u>conditions suivantes cumulatives</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de la société est agricole, ET

Commenté [LC1]: Précision de l'unité pour l'indicateur de résultat

	<ul style="list-style-type: none"> • au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique¹, <u>ou en l'absence, l'ensemble des dirigeants doivent relever du régime de protection sociales des salariés des professions agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement plus de 25% de parts sociales de la société qu'ils dirigent.</u> <p>3/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de l'association <u>ou de la SCIC</u> est agricole, ET • au moins un adhérent <u>ou associé</u> respecte les conditions fixées pour une personne physique <u>ou morale</u>. <p>Pour les projets concernant les équidés domestiques (chevaux et ânes), l'exploitation devra déclarer une surface de référence d'assujettissement à la MSA supérieure ou égale à 20 hectares.</p> <p><u>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</u></p>
Conditions d'éligibilité	<p>Les conditions d'éligibilité sont les suivantes :</p> <p>1) A compter de 2024, cConditions Agro-écologiques : A compter de 2024, L'exploitation agricole bénéficie de l'éco-régime niveau 2 ou 3 <u>supérieur ou spécifique à l'agriculture biologique</u> au titre du premier pilier de la PAC <u>relative à la précédente campagne par rapport à la date de dépôt de la demande d'aide</u>, ou est certifiée ou en conversion en Agriculture Biologique portant sur les productions agricoles concernées par le projet ou, détient une certification HVE ou une autre certification environnementale <u>équivalente sur les 4 critères HVE d'appréciation</u> reconnue par l'autorité de gestion après expertise du comité scientifique Néo Terra.</p> <p>Ces conditions seront vérifiées au dépôt de la demande. Des dispositions particulières seront établies pour les nouvelles exploitations agricoles (actives depuis moins de deux années) et donc sans historique des pratiques agricoles antérieures, avec une vérification des conditions Agro-écologiques qui sera réalisée au plus tard au moment du solde de l'aide.</p> <p><u>Cas particuliers des exploitations sans surface agricole utile :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Les apiculteurs et les éleveurs réalisant leur activité en estive ou sur parcours non déclaré à la PAC sont exemptés de ces conditions aAgro-écologiques.</u> - <u>Par ailleurs, lorsque l'exploitation n'a pas de surface agricole utile, elle peut justifier du respect des conditions aAgro-écologiques dans une autre exploitation dont les parts sociales sont détenues au moins en partie (% défini dans les appels à projets) par le(s) porteur(s) de projets au titre de chef d'exploitation ou de dirigeant de cette</u>

¹ L'associé l'associé doit être affilié à l'ATEXA au titre de son activité au sein de la société. Cela signifie qu'il doit être considéré par la MSA comme participant aux travaux au sein de la société.

	<p><u>dernière.</u></p> <p><u>ques</u></p> <p><u>peuvent du respect des conditions agro-écologiques dont XX% des parts sociale sont détenus par le(s) porteur(s) de projets au titre de chef d'exploitation ou de dirigeant de cette dernière.</u></p> <p>Ces conditions seront établies<u>vérifiées</u> exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets : en particulier pour les nouvelles exploitations agricoles (actives depuis moins de deux années) et donc sans historique des pratiques agricoles antérieures, avec une vérification des conditions aAgro-écologiques qui sera réalisée au plus tard au moment du solde de l'aide.</p> <p>Ces conditions aAgro-écologiques ne s'appliqueront pas pour les <u>appels à projets mesures particulières dédiés de la biosécurité</u> en matière de protection ou de prévention sanitaire des élevages ciblées sur des filières et/ou zonages à enjeux particuliers.</p> <p>2) Conditions spécifiques Élevage : des critères spécifiques aux filières d'élevage reconnus comme un progrès en matière de bien-être animal ou relatifs à la feuille de route Néo Terra, seront définis dans les cahiers des charges des appels à projets.-_</p> <p>3) Conditions relatives à la biosécurité : Les projets situés dans les territoires ou concernant des productions présentant des enjeux sanitaires particuliers seront tenus de se conformer à des conditions d'éligibilité particulières qui seront définies dans les cahiers des charges des appels à projets.</p> <p>4) Le dépôt d'un nouveau dossier pour une même exploitation agricole (même numéro SIRET) doit être postérieur à la réception de la demande de solde du dossier précédent sur ce même dispositif.</p> <p><u>Les conditions d'éligibilité sont à établies<u>vérifiées</u> exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans les cahiers des charges des appels à projets.</u></p>
Coûts éligibles	<p>Les investissements concerneront notamment:-</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des biens mobiliers acquis neufs ou reconditionnés y compris les équipements liés à la numérisation ; - Des biens immobiliers construits ou rénovés ; - Des biens immobiliers de mise aux normes liés à une nouvelle norme ou une installation de jeune agriculteur ; - Des travaux de démolition et réhabilitation de site d'élevage ; - Des travaux d'insertion paysagère ; - La location de matériels ou de machines liées aux travaux d'auto-construction ; - Des dépenses immatérielles liées au projet : honoraires d'architectes, dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique (diagnostics),

	études de faisabilité ou stratégiques et, licences et droit d'accès aux solutions numériques.
Inéligibilités	<p>Sont exclus notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les investissements liés à une norme communautaire minimale dans les domaines de l'hygiène et du bien-être animal et de l'environnement ; - L'achat de bâtiments existants ; - Les coûts d'acquisition foncière ; - Les frais relatifs au montage du dossier ; - Les coûts de main d'œuvre pour les travaux réalisés par le porteur de projet ; - Les matériels et les équipements d'occasion (hors reconditionné) ; - Les investissements financés par un crédit-bail.
Eligibilité temporelle des dépenses	<p>Les dépenses sont éligibles à compter du 1^{er} janvier 2023 concernant le ou les appels à projets ouverts en 2023. En cas de dossier précédemment aidé sur le dispositif PCAE Elevage, non soldé, la prise en compte des dépenses éligibles ne pourra intervenir qu'à compter de la date de dépôt de la demande de paiement du solde.</p> <p>Pour les appels à projets ouverts par la suite, à compter de 2024, les dépenses sont éligibles à compter de la date de clôture du précédent appel à projets. En cas de dossier précédemment aidé sur le dispositif PCAE Elevage, non soldé, la prise en compte des dépenses éligibles ne pourra intervenir qu'à compter de la date de dépôt de la demande de paiement du solde.</p> <p>Cependant, il est impératif que la demande d'aide soit déposée avant l'achèvement matériel du projet pour lequel l'aide est demandée, sous peine d'inéligibilité de la totalité du projet. Des précisions seront apportées dans les appels à projets.</p>
Eligibilité géographique	Le siège d'exploitation identifié par le SIRET est situé en Nouvelle-Aquitaine.
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Sans objet à l'exception de dispositifs répondant à des enjeux particuliers nécessitant des investissements d'un montant inférieur au plancher défini dans le PSR, établis dans le cadre des régimes d'aide d'Etat notifiés ou exemptés.
Ligne de partage FESI	Les GAL ne pourront pas mobiliser leur enveloppe LEADER pour des typologies d'actions éligibles au présent dispositif.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	<p>Le processus de sélection des projets se fait par appels à projets. Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet confortant la transition agro-écologique, l'adaptation au changement climatique, la réduction des émissions des gaz à effet de serre, le bien-être animal, la biosécurité et, les effets positifs de l'élevage sur l'environnement et le paysage ; - Projet favorisant le renouvellement des générations - Projet favorisant la réduction de la pénibilité du travail ; - Projet en lien avec une diversification des revenus de l'exploitation, réorientation ou reconversion de production ; - Projet en lien avec une stratégie de filières en cohérence avec les plans filières de la Région Nouvelle-Aquitaine ; - Projet de mise aux normes nouvellement en vigueur ;

	<p>- Projet porté par une exploitation n'ayant pas bénéficié d'un tel dispositif antérieurement à la demande de subvention.</p> <p><u>Les critères de sélection qui en découlent sont à établir vérifiés exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées en comité de suivi ou dans le cahier des charges des appels à projets.</u></p>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	<p>+ 15% pour les exploitations dont le siège est situé en zone de montagne,</p> <p>+ 5% pour les exploitations dont les élevages présents sont certifiés en Agriculture Biologique (AB) au dépôt de la demande d'aide.</p> <p><u>Les conditions d'accès aux bonifications sont à établir vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</u></p>
Montants et taux maximum d'aide publique	Le taux d'aide publique de base est de 30%
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Non
Co financeurs principaux/ponctuels	Région /Agences de l'eau / Département
5. calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	<p>Le plancher d'au moins 25 000 € sera précisé dans les appels à projets.</p> <p>Ce plancher pourra être réduit à 10 000 € dans le cadre des appels à projets dédiés exclusivement à des mesures de biosécurité en matière de protection ou de prévention sanitaire des élevages.</p> <p>Ces planchers s'appliquent au dépôt de la demande d'aide.</p>
Plafonds (en dépenses éligibles)	Plafond de dépenses éligibles : 100 000 € avec la transparence GAEC dans la limite de 1,8 plafond pour 2 associés et de 2,5 plafonds pour 3 associés et plus. Ces plafonds s'appliquent au dépôt de la demande d'aide.
Modalités de versement	Acomptes possibles. Les modalités seront définies dans les formulaires de demande de paiement.
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<p><u>L'application d'options de coûts simplifiés est possible au titre de la mise en œuvre du dispositif.</u></p> <p><u>Dans ce cas elles pourront s'appliquer pour les dépenses suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les diagnostics : montant forfaitaire- selon une grille d'aide forfaitaire ; - les dépenses de construction / extension et équipements de bâtiments d'élevage neufs : barème standard de coût unitaire basé sur un référentiel de coûts par filière et types d'élevage selon les pratiques habituelles de comptabilisation des coûts d'investissement en élevage. <p>Les modalités d'application de ces OCS seront <u>alors</u> précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Sans objet

Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'Article 42 du TFUE
Maintien des investissements	<p>Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée minimale de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique.</p> <p>En cas de non-respect de cette obligation, le bénéficiaire s'expose au remboursement de tout ou partie de l'aide accordée.</p> <p>Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les documents de mise en œuvre.</p>